

impulsion

Le journal de l'Union Démocratique Fédérale | An 30 | N° 2 | Avril 2024 | www.udf-suisse.ch**3****DU PALAIS FÉDÉRAL**Trois mois, deux sessions:
Une rétrospective depuis le
Palais fédéral**5****Info-Flash**

UDF en action

**6****SOCIÉTÉ**

Mais où va la France?

Initiative pour la souveraineté

MOT D'ACCUEIL

Culture chrétienne de référence

Chères lectrices et chers lecteurs,

Si l'on observe l'évolution actuelle dans les médias, on est frappé par la situation: Plus personne ne veut se positionner, personne ne veut se faire remarquer: tout va bien, chacun doit vivre à sa guise. Vivre et laisser vivre! Le pluralisme à l'état pur et tout cela sous le couvert de la sainte patronne «tolérance».

Plus personne n'ose se poser la question de savoir où l'on va. Il est intéressant de constater qu'il faut souvent des débordements

suite en page 2

Photo: Adobe Stock

Éditorial

Faire preuve d'engagement envers les jeunes

Selon les sondages, près de la moitié des jeunes s'intéressent à la politique.

Mais en règle générale, les jeunes entrent en contact avec la politique plutôt tardivement. Notre système politique est-il trop compliqué? Que faut-il pour éveiller l'intérêt des jeunes pour la politique?

Je suis très heureux que nous ayons depuis quelques années une section Jeune UDF qui s'engage pour les valeurs chrétiennes en politique. Les jeunes UDF s'engagent pour la liberté d'expression et la liberté religieuse; pour la formation et la formation continue des jeunes; pour un renforcement du mariage et de la famille. C'est ce que l'on peut lire sur leur nouveau flyer.

Si nous parvenons à écouter davantage l'opinion et les préoccupations des jeunes et à les encourager à s'engager dans la vie politique, cela pourrait être un grand bénéfice pour nous en tant que famille UDF, mais aussi pour notre pays.

Laissons-nous mettre au défi.

Harold Salzmann, responsable
du secrétariat de l'UDF Suisse

Feuille de signature jointe

DU PALAIS FÉDÉRAL

Rapport de la session de printemps 2024



Lors de la session de printemps (du 26 février au 15 mars 2024), le Conseil national a consacré beaucoup de temps à traiter les interventions qui s'étaient accumulées.

Mise en œuvre de «Enfants sans tabac»

L'initiative «Enfants et jeunes sans publicité pour le tabac» ayant été acceptée par le peuple le 13 février 2022, il s'agit maintenant de mettre en œuvre cette initiative. Le Conseil fédéral a fait un premier projet, qui a été édulcoré sur certains points par le Conseil des Etats lors de la session d'automne 2023. La commission consultative (CSSS) du Conseil national, a ajouté quelques durcissements.

Les discussions ont notamment porté sur les téléphones mobiles lors des festivals. Lors des votes, les deux représentants de l'UDF que nous sommes avons voté en faveur d'une mise en œuvre plus stricte, car en tant qu'UDF, nous avons également dit oui à l'initiative. Dans une proposition individuelle, j'ai également demandé à l'article 18 d'étendre l'interdiction de publicité auprès des jeunes pour les produits du tabac à chiquer contenant de la nicotine (par exemple le snus), les produits analogues à la nicotine à base de cellulose et, en outre, pour le cannabis et le chanvre contenant du THC. Cette proposition est allée trop loin pour la grande majorité du Conseil et a été clairement rejetée. Erich et moi avons par la suite approuvé le projet. Mais la plupart des représentants de l'UDC trouvaient que la mise en œuvre allait trop loin, tandis que le PS et les Verts trouvaient qu'elle n'allait pas assez loin. Le projet a finalement été rejeté et retourne maintenant au Conseil des Etats. Si le Conseil des Etats rejette également l'initiative, le Conseil fédéral devra présenter une nouvelle proposition de mise en œuvre.

Protection des frontières et aide au développement

Onze pays de l'espace Schengen protègent déjà leurs frontières nationales afin de pouvoir mieux surveiller les flux migratoires. Le groupe UDC a demandé qu'il en soit de même pour la Suisse et a demandé une session spéciale. Les autres partis n'ont cependant pas voulu en entendre parler et ont clairement rejeté la proposition. La demande de limiter le montant de l'aide au développement à deux milliards par an a également été rejetée. Par 118 voix contre 74, ce verdict a également été clair.

Agriculture

Une motion déjà adoptée par le Conseil national et demandant une simplification massive des conditions d'autorisation des produits phytosanitaires en provenance de l'UE a maintenant été confirmée par le Conseil des Etats et doit à présent être mise en œuvre par le Conseil fédéral. Dans la longue liste des interventions, ma motion demandant que l'enfrichement et de l'embroussaillage des terrains en pente soient stoppés était également à l'ordre du jour. Il faut tenir compte de l'importance de la biodiversité et du potentiel de ces terrains en pente comme base de production. Les coûts de l'exploitation de ces surfaces devraient être budgétisés en plus et non pas financés par le budget agricole actuel. La motion a malheureusement été rejetée par 94 voix pour, 92 voix contre et 4

abstentions. L'UDC et Le Centre ont soutenu ma proposition, mais certains cosignataires de gauche ont malheureusement voté contre, ce qui a finalement fait échouer la motion. Cependant, une motion de Thomas Burgherr a également été adoptée de justesse, par 95 voix contre 93, demandant des mesures et des modifications législatives afin de mieux utiliser le volume des fermes désaffectées qui sont entièrement équipées (transports, électricité, eau, etc.).

Les représentants de l'agriculture ont déposé avec zèle des interventions auprès du Conseil fédéral. La liste des interventions ne va donc certainement pas se raccourcir. Avec mon collègue Ernst Wandfluh, j'ai choisi une autre voie et cherché à discuter directement avec notre ministre de l'Économie Guy Parmelin et ses proches collaborateurs. Un bon échange a permis d'exposer en particulier les préoccupations de l'agriculture de montagne. Cet échange sera renouvelé et en 2026, le Conseil fédéral présentera un message sur la politique agricole 2030. Il s'agit donc maintenant d'introduire les souhaits et idées actuels.

Andreas Gafner, Conseiller national UDF BE

suite de page 1

Culture chrétienne de référence

violents et une couverture médiatique correspondante pour lancer un débat sur les valeurs à l'échelle nationale. On constate qu'il existe des systèmes de valeurs différents, ou plutôt arbitraires, et donc des expressions de vie différentes. Mais des conflits doivent-ils automatiquement surgir dans un pays aux influences multiculturelles?

Tant qu'il n'y a pas d'ordre culturel et hiérarchique, oui. Mais pas si le pays considère sa propre culture, avec ses us et coutumes qui sont fondés sur

l'histoire et se sont développés naturellement, comme culture de référence. Les habitants d'autres cultures peuvent tout à fait cultiver leurs us et coutumes, ils doivent seulement se soumettre à la culture existante en cas de conflit dans les systèmes publics (par exemple à l'école, sur le lieu de travail), ce qui souligne du même coup leur volonté d'intégration. Sinon, la question se pose de savoir qui veut intégrer qui. Cette coexistence n'est pas nouvelle et serait même protégée par notre Constitution (par exemple, la liberté de religion et de croyance). Mais pourquoi des problèmes surgissent-ils malgré tout?

La cause réside dans une mauvaise compréhension du concept de liberté. Pour de nombreux esprits libéraux, la liberté est synonyme de tolérance inconditionnelle, qui est aussi efficace que l'éducation anti-autoritaire. En revanche, le concept chrétien de liberté est toujours lié à la responsabilité. Seul celui qui est en mesure d'assumer la responsabilité de ses actes peut gérer la liberté. Par conséquent, nous devons prendre notre culture comme base et enseigner l'utilisation de nos valeurs. Cela signifie transmettre et

exiger les valeurs fondamentales non négociables de notre culture.

Daniel Frischknecht, président UDF Suisse



DU PALAIS FÉDÉRAL

Trois mois, deux sessions: Une rétrospective depuis le Palais fédéral

Dans le numéro de janvier de ce journal, j'ai raconté comment je me sentais après les élections au Conseil national du 22 octobre et ce que j'ai vécu pendant les premiers jours sous la coupole du Palais fédéral. Depuis, plus de trois mois se sont écoulés et j'ai déjà derrière moi les sessions d'hiver et de printemps. Une période très intense, mais aussi passionnante et riche de sens.

La session d'hiver a duré du 4 au 22 décembre. D'une part, il y avait les affaires politiques normales et des sujets comme par exemple:

- Loi sur le CO2 pour l'après 2024
- Modification de la loi sur l'énergie (accélération des procédures de planification et d'autorisation pour les centrales hydroélectriques, solaires et éoliennes)
- Projet de mandat controversé du Conseil fédéral pour les négociations avec l'Union européenne (UE), par le biais duquel il souhaite rattacher la Suisse à l'UE sur le plan institutionnel

Mais les temps forts officiels ont certainement été l'assermentation du Conseil national et du Conseil des États, ainsi que les élections du Conseil fédéral et de la Chancellerie fédérale. Mes temps forts personnels durant cette période ont été en outre:

- ma nomination à la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N)
- le repas de Noël avec les trois hôtes du Palais fédéral, au



Les conseillers nationaux UDF Erich Vontobel et Andreas Gafner soutiennent l'action «BRING THEM HOME NOW!» à Berne.

cours duquel j'ai pu rencontrer personnellement l'ambassadrice israélienne Ifat Reshef, ce qui m'est très utile dans mes fonctions actuelles.

- une réunion au cours de laquelle des survivants des attentats terroristes du Hamas du 7 octobre 2023 en Israël ont témoigné. Une chose est apparue clairement: ce qui s'est passé le 7 octobre en Israël n'était pas «simplement» un massacre, mais une torture et un carnage absolument diaboliques de Juifs.

Important travail de commission

En janvier, j'ai tenu mes premières réunions de la CPE. C'est à cette occasion que j'ai fait la connaissance de la personne qui participe, au nom de la Suisse, aux négociations sur le pacte de pandémie de l'OMS: Nora Kronig, ambassadrice. Comme j'avais écrit la veille un article pour notre journal régional intitulé «Pacte de l'OMS contre la pandémie: bénédiction ou loup dans la bergerie?», j'étais parfaitement dans le coup et j'ai pu poser à Kronig quelques questions auxquelles elle a dû répondre devant la commission réunie.

Les conseillers nationaux UDF Erich Vontobel et Andreas Gafner soutiennent l'action «BRING THEM HOME NOW!» à Berne.

Par ailleurs, au sein de la délégation UDC de 9 membres de la CPE-N (l'UDF, comme vous le savez, fait partie du groupe UDC), on m'a attribué des thèmes comme le Haut-Karabakh (y compris l'Arménie/Azerbaïdjan) et l'UNRWA («organisation humanitaire» liée au Hamas dans la bande de Gaza). Fin mars, nous nous réunirons avec la CPE-N à Genève, où aura lieu, entre autres, une audition avec le chef de l'UNRWA, Philippe Lazzarini. Je m'y suis préparé et je lui poserai à l'avance quelques questions délicates dans le but de l'obliger à annoncer la couleur. D'après les informations dont je dispose, l'UNRWA doit absolument être «démantelée» et l'aide humanitaire doit être acheminée par d'autres canaux - ceux qui ne sont pas liés au Hamas.

S'engager pour Israël

Avec mon mandat au sein de la CPE-N et les circonstances décrites ci-dessus, une image se dessine qui correspond aux préoccupations de mon cœur en matière de politique étrangère. Par

exemple, un engagement en faveur du peuple de Dieu, même si la souffrance de la population dans la bande de Gaza ne me laisse évidemment pas indifférent.

Pendant la session de printemps (du 26 février au 15 mars), deux de mes temps forts ont été la manifestation contre le fameux traité de soumission de l'UE devant le Palais fédéral et l'action «BRING THEM HOME NOW!» («Ramenez-les à la maison maintenant!») en faveur des otages israéliens, dont le nombre dépasse encore largement la centaine. Andreas Gafner et moi-même avons proclamé par une image commune sur les médias sociaux: «L'UDF soutient Israël et souhaite contribuer à ce que les otages soient bientôt libérés, que les terroristes soient amenés à rendre des comptes et que la population civile des deux côtés puisse retrouver la paix».

J'aime beaucoup être à Berne et j'aimerais en outre motiver les jeunes à s'engager en politique grâce à mes expériences et à mon vécu. Et ce, parce que même une petite UDF peut avoir beaucoup plus d'impact que la plupart d'entre nous ne l'imaginent. En tant que chrétiens, utilisons cette fenêtre tant qu'elle est encore ouverte.

Erich Vontobel,
Conseiller national UDF ZH



POLITIQUE INTÉRIEURE

Pas d'argent des contribuables pour les ennemis d'Israël

Cela fait maintenant plus de quatre ans que je suis au Parlement, et aussi longtemps que je fais partie du groupe parlementaire d'amitié Suisse-Israël. La question de savoir à qui sont destinés les fonds de soutien de la Suisse au Proche-Orient nous préoccupe depuis tout aussi longtemps.

En janvier, je me suis fait lire les deux premiers livres de Moïse par mon application biblique. Il est impressionnant de voir comment Dieu a parlé à Abraham, lui a montré le chemin et a appelé Israël à devenir son peuple. L'histoire montre que Dieu a ensuite fait sortir son peuple d'Égypte et s'est révélé pendant quarante longues années à travers le désert. La promesse de la terre promise devient plus tard une réalité avec Josué. Nous connaissons la suite de l'histoire d'Israël: après sa dispersion dans le monde entier pendant plusieurs siècles, la création de l'État a été préparée dans la première moitié du XXe siècle, décidée par l'Assemblée générale de l'ONU en 1947 et

le 14 mai 1948, le premier président David Ben Gourion a lu la déclaration d'indépendance. Dès la nuit suivante, six pays arabes ont déclaré la guerre à Israël. Depuis lors, Israël est au centre de l'attention au Moyen-Orient. Je suis convaincu de voir la main de Dieu dans l'histoire récente d'Israël, même si toutes les actions ne sont certainement pas conformes à sa volonté.

Des millions controversés pour l'UNRWA

La Suisse a prévu dans son budget 2024 des fonds de soutien à hauteur de 20 millions pour l'UNRWA. L'UNRWA est l'organisation de l'ONU qui gère les installations de réfugiés palestiniens. Elle opère en Jordanie, en Syrie, au Liban, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le nombre de réfugiés a été multiplié par cinq en soixante ans et se situe aujourd'hui entre 5 et 6 millions de personnes. Dès 2004, le secrétaire général de l'époque, Peter Hansen, a reconnu que l'UNRWA employait des membres du Hamas. Il a alors dû quitter son poste. Ces dernières années, plusieurs conseillers nationaux ont posé à plusieurs reprises des questions critiques sur l'UNRWA au Conseil fédéral et au Département des affaires étrangères. Il a été dit à maintes reprises que les manuels scolaires de l'UNRWA glorifiaient la haine et la violence contre Israël.

Lors des débats sur le budget en décembre 2023, le collègue du Conseil national David Zuberbühler a proposé de supprimer la contribution de soutien suisse de 20 millions de francs à l'UNRWA. Cette proposition a été approuvée à deux reprises au Conseil national. Malheureusement, le Conseil des Etats, dominé par le centre, n'a pas suivi et a considérablement affaibli la décision. Le Parlement a fini par céder, arguant que la réputation de la Suisse en pâtirait. Cette décision a été prise environ un mois avant que l'on apprenne que des employés de l'UNRWA étaient impliqués dans l'attaque terroriste du 7 octobre. Nous continuerons à regarder d'un œil critique, à poser des questions et à faire des demandes. Lors d'un entretien avec notre ministre des Affaires étrangères,

Ignazio Cassis m'a confirmé qu'il avait assuré l'ambassadrice israélienne de son soutien total le lendemain de l'attentat. Mais il a également constaté que le soutien de la communauté internationale à Israël s'amenuisait de jour en jour. Israël reste donc au centre de l'attention!

Cet article abrégé a d'abord été publié dans son intégralité dans "Signal" 227 / 2024, la revue de la Fédération suisse des protestants actifs (FSSPA).

Andreas Gafner,
Conseiller national UDF BE



Devenez membre de l'UDF

Aidez-nous à renforcer l'action de l'UDF en devenant membre de notre parti politique. Vous pouvez effectuer votre demande d'adhésion au moyen du bulletin ci-dessous.

Nom:

Prénom:

Adresse:

NPA - Localité:

E-mail:

Je fréquente l'Église suivante:

Je suis membre d'un parti: Oui, lequel Non

Date de naissance:

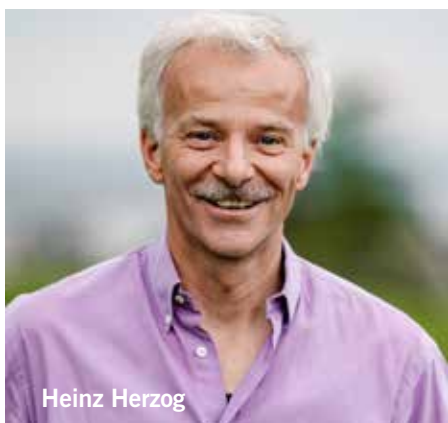
Une fois rempli,
à renvoyer à:
UDF, secrétariat central
CP 43
3602 Thoune

Info-Flash

UDF en action

UDF CH: Le 11 mars 2024, un entretien radiophonique avec Daniel Frischknecht, président de l'UDF Suisse, a été diffusé sur Radio Kontrafunk sous le titre «Standhaft in turbulenten Zeiten - der Auftrag der EDU» («La mission de l'UDF: rester ferme en période de turbulences»). Daniel F. a répondu à des questions sur sa vie mouvementée et a permis aux auditeurs de mieux comprendre l'action de l'UDF. L'émission était animée par Anian Liebrand, qui conçoit des émissions de radio mensuelles pour Radio Kontrafunk depuis 2024.

Vous pouvez écouter cette émission riche en contenu à tout moment sur www.udf-suisse.ch/medias ou en photographiant le code QR illustré à droite (via un téléphone portable).



Heinz Herzog

UDF SG: L'UDF a remporté un grand succès lors des élections cantonales du 3 mars 2024 dans le canton de Saint-Gall. L'agronome, agriculteur bio et ancien conseiller municipal et président du conseil scolaire Heinz Herzog de Thal, a été élu au Grand Conseil en tant que représentant de l'UDF sur la liste de l'UDC dans la circonscription de Rorschach. Ce gain de siège a permis à l'UDF d'entrer pour la première fois au Grand Conseil saint-gallois. L'UDF du canton de Saint-Gall a donc pu faire doublement la fête début mars. Le 2 mars, après l'assemblée générale annuelle, le parti cantonal a célébré son 30e anniversaire avec plus de 40 membres. Nous félicitons chaleureusement l'UDF du canton de Saint-Gall et lui souhaitons, avec sa présidente engagée Lisa Leisi, une riche bénédiction de Dieu pour l'avenir!

UDF SZ: L'UDF s'est présentée pour la première fois aux élections cantonales du 3 mars 2024 dans le canton de Schwyz sur une liste commune avec le PEV. La liste a pu présenter, dans plusieurs communes, des candidates et candidats motivés - Mais cette fois, cela n'a pas suffi pour gagner un siège. L'UDF a toutefois pu marquer sa présence pour la première fois dans le canton de Schwyz, ce qui est encourageant dans la perspective d'un ancrage plus important en Suisse centrale.

Andreas Gafner demande l'obligation pour les imams de parler une langue nationale

Dans une motion déposée lors de la session de printemps 2024, le conseiller national UDF demande de créer les bases légales pour que les imams prêchant dans les mosquées suisses soient tenus de prononcer leurs sermons obligatoirement dans une langue nationale ou en anglais. Des conflits surviennent souvent lorsque des imams financés par des pays étrangers prononcent en Suisse des sermons au contenu extrémiste.



Photo: Parlamentsdienste 3003 Bern

«Stand up for life!»: Marche pour la vie 2024

La prochaine Marche pour la Vie aura lieu le samedi 14 septembre 2024, à nouveau à Zurich-Oerlikon. Le slogan de cette année est «Stand up for life!» («Ensemble pour la vie!») Les organisateurs (dont l'UDF Suisse fait partie depuis des années) demandent d'améliorer les conditions pour les futures mères et de développer les offres d'aide pour les familles en difficulté. Plus d'informations: www.marchepourlavie.ch

Newsletter

Afin que nous puissions continuer à vous informer rapidement des actions politiques, nous vous prions de nous communiquer votre adresse e-mail: newsletter@edu-schweiz.ch

SOCIÉTÉ

Mais où va la France?



Pourquoi se poser ce genre de question sur notre grand voisin? N'avons-nous pas d'autres chats à fouetter en Suisse? Il faut juste se rappeler que la Suisse reçoit la plus grande communauté de Français expatriés, plus que les USA. Leur influence sur le sol helvétique n'est donc pas négligeable.

L'IVG désormais dans la constitution française

Ce 4 mars, Emmanuel Macron se félicitait d'avoir fait inscrire dans la constitution française à l'article 34, un texte sur le droit à l'IVG. Une première mondiale: «La loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce la liberté de la femme, qui lui est garantie, d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse...»

Pour quelle raison devrait-on sacrifier un acte de mort, en gravant dans la constitution, le droit de le commettre? Pour rappel, la constitution a pour but de définir l'organisation des institutions et les principes de fonctionnement de la République.

Le chef d'état est très clair, devant la crainte des nombreux retours en arrière constatés dans le monde par rapport à ce qu'il considère comme un pilier de la démocratie, le Président français affirme ainsi vouloir rendre irréversible ce droit. La volonté farouche de l'homme, manifestement dévolu à la religion woke, est de profiter de sa position dominante, pour graver dans la pierre, une loi originellement sensée venir au secours des femmes en détresse, mais devenue une arme de destruction massive. (234'000 vies détruites en 2022. Un record historique)

Ce faisant, il va ironiquement placer dans le même texte constitutionnel, d'une part l'interdiction de la peine de mort (66-1), et d'autre part celle autorisant sans aucune contrainte une mère à tuer l'enfant qu'elle porte dans son ventre. Cette contradiction n'émouvant plus personne depuis longtemps, puisque le bébé, le «fœtus» pour ne pas le nommer, n'est plus considéré comme un être humain à part entière depuis longtemps.

Le pire crime qu'il soit

Dans notre société où la protection des animaux et de la nature devient plus importante que celle de la préservation de notre propre espèce, plus rien d'absurde ne saurait encore nous étonner. Dans la continuité de la loi actuelle, la modification constitutionnelle proposée, se concentre bien sûr, uniquement sur la liberté de la femme sur son propre corps et des décisions qu'elle pourrait ainsi prendre de sa propre autorité. Ceci sous-entend que le géniteur mâle, n'a potentiellement pas son mot à dire sur l'avenir du bébé qu'il a pourtant procréé à 50%. Si une telle situation est évidente dans les cas de viols ou d'abus provoquant une grossesse, ce droit est beaucoup plus discutable dans la majorité des autres cas. Le corolaire est donc la disparition constitutionnelle de l'existence de l'homme comme le père naturel d'un enfant à naître, et de son propre droit à voir l'enfant venir au monde. Sa femme, ou la femme n'ayant aucune raison de justifier à qui que ce soit sa décision.

Une telle inscription donne aussi à l'avortement une sorte de valeur morale fondatrice, une raison de se réjouir ou d'être fier, ce qui n'est jamais le cas. Même avec les raisons les plus justifiées, on ne met pas fin à une vie en devenant de gaité de cœur et sans conséquence. Aucune femme ne fait ça.

L'UDF a toujours milité contre l'avortement, que nous considérons comme un crime, et même le pire crime qui peut être commis, celui de tuer son propre enfant.

Mauvaises idées contagieuses

La loi Veil de 1975 a évolué devenant de plus en plus permissive, et permettant sans aucune restriction cet acte. Elle est déjà assez lourde de conséquences. L'inscrire dans la constitution est un pas de plus vers la banalisation d'une pratique qui ne doit en aucun cas devenir anodine.

Nous devons veiller à ce que cette décision ne vienne pas donner de mauvaises idées aux féministes en Suisse.

Philippe Karoubi

UDF GENÈVE

Votations genevoises du 3 mars 2024 et la suite



Jamais simple de voter! Une responsabilité en tant que citoyens suisses qui a le dernier mot. Et qui doit

rester neutre et une démocratie semi-directe.

«Café-politique»

Voilà pourquoi nous avons organisé un «café-politique» quelques semaines avant les votations fédérales au Café-Lumen avec ACPG (PEV-UDF) à Genève. Nous avons invité les leaders de nos partis. Leurs présentations ont mis au clair les initiatives et aussi leurs arguments: pas simple quand on est des partis du centre mais l'un plutôt à gauche (le PEV) et l'autre plutôt

à droite (notre parti UDF) sachant que plusieurs initiatives étaient de gauche au Fédéral. Il faut connaître les enjeux. Puis viennent les remarques et questions. Une belle collaboration et de bons arguments dans le joli cadre de la nouvelle église qui possède un bar indépendant que leur jeune Pasteur préside. Gardons en vue que nous sommes libres, que le dialogue existe et notre foi chrétienne est une base solide. Mais quelle société voulons-nous?

Tradition genevoise

Pour les votations cantonales une belle victoire des anti wokes! Garder le chant «Cé qué l'ainos» dans la Constitution genevoise. Un chant qui rend hommage à Dieu pour une belle victoire de la petite Genève face au Duché de Savoie, il y a plus de 400 ans. Une belle tradition. Les belles paroles resteront: «De dien Sa man Il y tin la victoire» et «À Lui seul est en demure la gloire» en Genevois ancien, composé juste après la Réforme protestante avec 68 couplets. On pourrait mettre aussi l'hymne suisse et le drapeau suisse et autres dans la Constitution suisse pour éviter ceux qui cherchent à enlever notre identité et notre passé chrétien (comme cela se fait en France pour les JO: enlever les croix et symboles, comme le drapeau même!) Certains veulent totalement changer la société, notre parti est conservateur (conserver nos acquis) ne nous laissons pas faire (une pétition circule à Genève contre les nouvelles théories du genre troublantes et anti bibliques) Ils agissent

aussi dans les pays européens et sont influencés par les médias, en quête de nouveautés et de scoops, et les lobbys.

Et la suite...

Le prochain café-politique interpartis aura lieu le 15 mai encore au Café Lumen (rue des Buis) à 19h30 avec des initiatives très socialisantes et étatiques pour les caisses maladie, contre le vaccin, etc.... Et une genevoise initiative sur le préscolaire qui coûte très cher au canton (Il vaut mieux que les parents s'occupent de leurs enfants au vu de ce qui se passe) Un avis chrétien est toujours important.

Sylvie Ruffieux-Guignard
présidente UDF-Genève

Oui à l'initiative sur la souveraineté

Plus d'un(e) a perdu la notion des initiatives en cours qu'il/elle a déjà signées. Et voilà maintenant l'initiative sur la souveraineté! Que veut-elle et est-elle nécessaire?

Que signifie réellement «souverain»? Si l'on consulte le dictionnaire, cela signifie, pour un État, «Exerçant des droits souverains, régnant sans restriction, indépendant, supérieur, qui est au-dessus de tout». Par rapport à une action, cela signifie «une maîtrise sûre et supérieure d'une tâche».

Pas de domination étrangère

L'initiative sur la souveraineté demande à la Suisse de redéfinir le rapport entre le droit international et la souveraineté nationale, tel qu'il est défini à l'article 54 de la Constitution fédérale. Il ne faut plus contracter d'engagements internationaux qui obligent les autorités fédérales, cantonales ou communales chargées de légiférer, d'appliquer ou de rendre la justice, en raison de leur applicabilité directe ou de leur transposition nécessaire dans le droit national. En outre, aucun engagement international ne doit être pris qui oblige directement ou indirectement les autorités administratives ou judiciaires suisses à se conformer à l'application du droit ou à la jurisprudence d'autorités ou de tribunaux étrangers ou internationaux, à l'exception de la Cour internationale de justice et de la Cour pénale internationale, ou à se soumettre à un tribunal arbitral.

En cas de non-respect de ces principes, la Suisse, en tant qu'État souverain, pourrait dénoncer les traités internationaux et se retirer des organisations internationales. Sont exclus la Convention des droits de l'homme de 1950 et certains autres traités internationaux dans les domaines du transport aérien, routier, ferroviaire ou maritime, du libre-échange, du droit d'asile, du droit fiscal et du droit douanier, des sanctions non militaires des Nations unies et des dispositions impératives du droit international.

Stopper la dangereuse concentration de pouvoir de l'OMS

Lorsque je regarde ces dernières années et que je me souviens de la manière dont notre gouvernement, par le biais du droit d'urgence et sur ordre de l'OMS, a littéralement mis la Suisse hors service, et que je vois les conséquences désastreuses, que ce soit du côté humain avec d'innombrables destins: la solitude due à l'isolement et à la dénonciation, et de l'autre côté les conséquences financières: une accumulation de dettes de plus près de 30 milliards de francs, j'en arrive sobrement à la conclusion que tout cela n'aurait pas dû arriver. Dans le cas de l'OMS, on sait que le traité sur les pandémies est dans le pipeline et qu'il doit également être ratifié par la Suisse. Notre ambassadrice à l'OFSP, Mme Nora Kronig, n'a pas pour autant de profondes rides d'inquiétude. Dans sa réponse à la pétition de l'UDF «Non à la dictature de l'OMS», elle écrit, je cite, «les négociations en cours à l'OMS ne prévoient aucune compétence pour l'organisation. La Suisse continuera à l'avenir à décider souverainement de sa politique de santé». Une telle «insouciance» de la part de notre ambassadrice m'inquiète en revanche beaucoup. Plusieurs experts renommés en droit international sont arrivés à une conclusion contraire. Si l'on se rappelle qui est actuellement à la tête de l'OMS, à savoir un certain monsieur au passé douteux originaire d'Éthiopie, et qui tente d'exercer une influence à l'aide de sommes d'argent colossales, à savoir d'un certain monsieur des États-Unis, j'en ai presque la nausée. J'en conclus que cette initiative est plus que jamais nécessaire pour que nous, Suisses, puissions tirer la sonnette d'alarme.

Andreas Gafner, conseiller national UDF BE



Agenda

- ▶ Réunion de prière: les derniers lundis du mois de 20h à 21h sur les sujets politiques chez Raymond Morel, rue du Théâtre 2, Cuarny.
- ▶ Prière UDF-Genève: les premiers vendredis du mois à 19h45 renseignements au 079 424 82 41
- ▶ Venez intercéder pour la Suisse Romande et l'UDF, en rejoignant une équipe de prière fidèle et engagée. Sur Zoom, le lundi soir tous les 15 jours. Renseignements: Philippe Karoubi 078 715 98 01

UDF-Genève Assemblée générale le samedi 27 avril.

Le «café politique» inter partis le mercredi 15 mai 2024 à 19h30 sur les votations de juin à Café Lumen. BIENVENUE A TOUS. Infos au no 022.751.20.23. ou 079. 424.82.41.

L'UDF dans votre canton

Contactez-nous!

Pour en savoir plus sur l'UDF, adressez-vous à la section de votre canton:

UDF Jura bernois

Vice-président: Henri Burkhalter
077 211 85 83
2736henri@gmail.com
Secrétaire: Etienne Konrad
076 521 39 92
etienne@konrad-mail.ch

UDF Fribourg

Vice-président: Yvan Thévoz
Rte de Dompierre 6
1773 Russy
079 731 66 12
ivan.thevoz@arbothevoz.ch

UDF Genève

Présidente: Sylvie Ruffieux
1246 Corsier, 022 751 20 23
jlsuffieux@bluewin.ch

UDF Jura

Contacteur Philippe Karoubi
078 715 98 01
philippe.karoubi@udf-suisse.ch

UDF Neuchâtel

Contacteur Cyril Leuba
076 501 10 66
leuba.cyril@pm.me

UDF Vaud

Co-Président: Raymond Morel & Philippe Karoubi
Rue du Théâtre 2
1404 Cuarny
024 425 93 35
president.vd@udf-suisse.ch

UDF Ticino

Présidente: Edo Pellegrini
Via Piotti 1, 6833 Vacallo
091 683 78 38
edo.pellegrini@udf-ticino.ch

Impressum

Impulsion est une publication de l'Union Démocratique Fédérale, parti politique suisse.

Éditeur: UDF, CP 43
3602 Thoune

Correspondance: Impulsion,
Case postale 43
3602 Thoune
033 222 36 37
info@udf-suisse.ch
www.udf-suisse.ch
CCP 10-19007-8 / IBAN:
CH76 0900 0000 1001
9007 8

Rédaction: Philippe Karoubi

Layout: Harold Salzmann
UDF Suisse, Thoune

Impression: Jordi SA, Belp
Tirage: 2350 ex.
© UDF Suisse



Mission Aviation Fellowship
MAF
maf-suisse.ch



Los Lorentes Residences
loslorentes.com




TB TRANSPARENT BROKER
fair-trauen | fair-netzen | fairsichern
Êtes-vous assurés équitablement?
www.TransparentBroker.ch



DES NAVIRES-HÔPITAUX POUR LES PLUS DÉMUNIS
Vous pouvez aider!
www.mercyships.ch



FERIEN & SEMINARE
www.cvjm-zentrum.ch

À vendre
Medjoul-Dates d'Israel, 5 kilos CHF 80.- plus affranchissement et emballage à commander chez Peter Bonsack, Kallnach
Tél. 079 607 12 07



Spycher-Handwerk AG
Huttwil
www.chameau.ch



Mission Lèpre Suisse
Restaure la vie des plus démunis
www.missionlepre.ch



eljah
De l'argent et de l'or sous forme de médailles et granules
Pour que votre épargne conserve sa valeur et soit disponible à tout moment !
En tant qu'intermédiaire BB Wertmetall SA (www.bb-wertmetall.ch), je vous assiste lors de l'ouverture d'un compte S-Deposito et de l'achat des pièces de monnaie en argent et en or.
Bruno Jordi
079 651 92 74
eljah.ch
jordi.b@bluewin.ch
Votre cadeau



S-Deposito⁺

Abraham était déjà un ami de l'argent.

Si nous jetons un coup d'œil à la Bible, nous lisons en Genèse 13.2, qu'Abraham était très riche en bétail, en argent et en or. Il acheta son champ à Makhpéla avec 400 sicles d'argent.

Ce n'est pas sans raison que les mots pour « argent » et « monnaie » sont les mêmes dans quatorze langues.

L'un des moyens les plus simples d'investir dans ce métal précieux intemporel avec un dépôt 100 % physique est notre S-Deposito. Grâce à la possibilité de versements et de retraits quotidiens, vous restez flexible. L'argent est entièrement assuré et conservé pour vous dans un entrepôt suisse hors taxes.